

**CONVENTION DE TRANSFERT DE GESTION DU CORDON SUD DU CHENAL DE
RICHARD (COMMUNE DE JAU-DIGNAC-ET-LOIRAC) ENTRE LE SYNDICAT
MIXTE DES BASSINS VERSANTS DE LA POINTE MEDOC ET LA
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES MÉDOC ATLANTIQUE**

ENTRE

Le Syndicat Mixte des Bassins Versants de la Pointe Médoc, représenté par son Président, Monsieur Jean-Luc PIQUEMAL, ci-après dénommé « **SMBVPM** », d'une part ;

ET

La Communauté de Communes Médoc Atlantique, représentée par son Président, Monsieur Xavier PINTAT, ci-après dénommée « **CDC MA** », d'autre part ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 portant Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;

Vu la loi n° 2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (Fesneau-Ferrand) ;

Vu le décret n° 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages hydrauliques et modifiant le code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques ;

Vu l'arrêté du Préfet de la Gironde n° SNER 10/06/21-72 du 21 juin 2010 portant prescriptions spécifiques relatives à la sécurité des digues existantes en ce qui concerne le cordon sud du chenal de Richard sur la commune de Jau-Dignac-et-Loirac (Gironde) ;

Vu les statuts du Syndicat Mixte des Bassins Versants de la Pointe Médoc (SMBVPM) ;

Vu les statuts de la Communauté de Communes Médoc Atlantique (CDC MA) ;

Vu la délibération en date du XX XX 2022 par laquelle le comité syndical du SMBVPM approuve la signature de la présente convention ;

Vu la délibération en date du XX XX 2022 par laquelle le Conseil Communautaire de la CDC MA approuve la signature de la présente convention ;

Considérant que les lois MAPTAM et NOTRe ont prévu la prise en charge, à titre obligatoire, par les communautés de communes des compétences relatives à la gestion des milieux aquatiques et à la prévention des inondations (GEMAPI) à compter du 1^{er} janvier 2018 ;

Considérant que la CDC MA est, depuis le 1^{er} janvier 2018, compétente en matière de GEMAPI, au titre de ses compétences obligatoires ; que, conformément à ses statuts, l'exercice de cette compétence porte à la fois sur la lutte contre l'érosion marine sur la côte océanique et la lutte contre l'inondation sur la côte estuarienne ; qu'il concerne notamment la gestion du système d'endiguement estuarien de la commune de Valeyrac à celle du Verdon-sur-Mer ;

Considérant que le cordon sud du chenal de Richard a été classé par arrêté du Préfet de la Gironde n° SNER 10/06/21-72 du 21 juin 2010 portant prescriptions spécifiques relatives à la sécurité des digues existantes au profit du SMBVPM, conformément au décret n° 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages hydrauliques et modifiant le code de l'environnement ;

Considérant qu'il constitue un ouvrage concourant à la protection des inondations et qu'ainsi, il doit être intégré dans la définition du système d'endiguement à la charge de la CDC MA, qui relève de la seule compétence de la CDC MA ; qu'il en résulte qu'il doit être mis à disposition de la communauté de communes ;

Considérant que, dans ces conditions, le SMBVPM doit transférer la gestion de ce cordon à la CDC MA ;

Article 1 : Objet

L'objet de la présente convention est de définir les modalités de mise en œuvre du transfert de la gestion du cordon sud du chenal de Richard (commune de Jau-Dignac-et-Loirac) du SMBVPM à la CDC MA tel qu'il a été autorisé par l'arrêté préfectoral n° SNER 10/06/21-72 du 10 juin 2010 portant prescriptions spécifiques relatives à la sécurité des digues existantes au profit du SMBVPM.

Article 2 : Description de l'ouvrage

Sont annexés à la présente convention : un plan de localisation de l'ouvrage avec un récapitulatif des parcelles cadastrales sur lesquelles est implanté l'ouvrage désignant les propriétaires de ces parcelles (annexe 1).

Les principales caractéristiques du cordon sud du chenal de Richard sont les suivantes :

- Longueur : 1 120 m
- Hauteur : entre +3,09 m NGF et +4,12 m NGF
- Point Kilométrique amont : 7 + 530 [coordonnées de l'extrémité amont (Lambert93 CC45) : X = 1 393 407 ; Y = 4 254 682]
- Point Kilométrique aval : 8 + 645 [coordonnées de l'extrémité aval (Lambert93 CC45) : X = 1 392 745 ; Y = 4 253 795]
- Typologie de la construction : terre
- Présence de deux ouvrages hydrauliques de type clapet-vanne sous gestion du SMBVPM
- Performance : niveau de protection quinquennal sous décret n°2007-1735 du 11 décembre 2007 après étude de dangers de 2013

Le cordon, qui répond aux exigences réglementaires du décret 2007, est remis en l'état par le SMBVPM à la CDC MA.

Article 3 : Modalités du transfert

Le transfert intervient à titre gratuit.

Article 4 : Droits et obligations du bénéficiaire de l'ouvrage

La CDC MA assumera sur cet ouvrage l'ensemble des obligations du gestionnaire.

Il lui reviendra d'en assurer l'aménagement, l'entretien et la gestion dans le respect des lois et règlements en vigueur, notamment des dispositions des articles R. 214-122 à R. 214-124, R. 214-115 à R. 214-117 et R. 214-147 du code de l'environnement et à l'arrêté du 29 février 2008 fixant des prescriptions relatives à la sécurité et à la sûreté des ouvrages hydrauliques.

La CDC MA est substituée au SMBVPM dans ses droits et obligations découlant des contrats et garanties contractuelles en cours relatifs à chaque ouvrage.

Article 5 : Maitrise foncière des terrains d'assiette ou d'accès à la digue

La CDC MA s'assurera de la pérennité de la maîtrise foncière des terrains d'assiette ou d'accès au cordon par acquisition ou servitude établies sur le fondement de l'article L. 566-12-2 du code de l'environnement.

Article 6 : Entrée en vigueur et durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties.

Article 7 : Impression et diffusion

La présente convention est établie en trois exemplaires originaux destinés : à la CDC MA, au SMBVPM et au Préfet de la Gironde.

Article 8 : Règlement des litiges

En cas de difficultés dans l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher les voies d'une conciliation amiable avant toute action contentieuse.

En cas de litige non résolu par voie amiable, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention sera porté devant le Tribunal Administratif de Bordeaux.

Fait à Soulac-sur-Mer, le

Xavier PINTAT

Président de la Communauté de Communes
Médoc Atlantique,
Sénateur honoraire de la Gironde,
Maire de Soulac-sur-Mer

JEAN-LUC PIQUEMAL

Président du Syndicat Mixte des Bassins
Versants de la Pointe Médoc (SMBVPM)